

# Pour une FRANCE et une EUROPE actives en faveur d'une mondialisation respectueuse des êtres humains et de la planète

## Situation

*Le développement de la mondialisation est profondément marqué par l'empreinte de la financiarisation de l'organisation des sociétés nationales et internationales. C'est la mondialisation libérale. Mais les peuples montrent leur volonté de coopérer, d'échanger sur des bases justes et équitables.*

*Les grandes multinationales, y compris celles d'origine française, impriment leur marque et exercent des pressions énormes sur les États qui souvent ont un PIB très inférieur au CA global de ces entreprises. Elles mettent ces pays sous leur domination en accord avec les pays riches et elles deviennent des agents actifs du néo-colonialisme. Les agences de notation qui prétendent imposer leur diktat à partir de critères très discutables, n'ont pas de légitimité et se sont largement trompées,*

*Dans beaucoup de pays du Tiers-Monde, le poids de la dette accumulée s'aggrave depuis de nombreuses années au profit des pays riches. Il étouffe les industries naissantes et les activités traditionnelles. L'aide internationale agit à l'opposé de ce qu'elle est censée faire. Par la corruption et des destinations militaires et non en faveur du développement et des populations, ces « aides » contribuent ainsi à maintenir sous dépendance les pays où elles sont versées.*

*La mondialisation libérale, en renforçant les inégalités, rend les pauvres encore plus pauvres et démunis, et les riches encore plus riches et dominateurs. Elle accentue la tension entre les pays et augmente les risques de conflits intra et inter-étatiques.*

*La présence de bases militaires des pays dominants, dont la France, accroît la pression sur les pays qui les supportent et parfois doivent les financer.*

*Les organismes internationaux, OMC, FMI et Banque Mondiale, ainsi que les G8 et G20 (sans légitimité), ajoutent à ces pressions et imposent des critères qui peuvent aller à l'encontre des résultats recherchés. Le fonctionnement de ces organismes n'est pas démocratique.*

*L'eau, bien public, est devenue un enjeu primordial, comme le sont le pétrole, les autres matières premières et l'accaparement des terres agricoles. Dans l'avenir elle sera encore plus stratégique. La possession de cette ressource est au cœur, notamment, des conflits aux Proche et Moyen Orient.*

## Propositions

Une autre mondialisation doit se développer par des coopérations bi et multilatérales. Les échanges, avec d'autres pays ou avec des entreprises, doivent se faire sur des bases justes, équilibrées et démocratiquement définies. L'OMC doit devenir le garant de cette justice et de cet équilibre, dans le respect des droits sociaux. Sa politique doit être définie et contrôlée par l'Assemblée Générale de l'ONU, ainsi que celles du FMI et de la Banque Mondiale.

Le succès des Forums Sociaux Mondiaux et continentaux illustre bien cette aspiration. Les gouvernements doivent prendre en compte leurs conclusions.

Il faut, sans délai, annuler la dette des pays pauvres et garantir la stabilité des cours des matières premières au niveau correspondant à leur coût réel.

Les pays riches doivent honorer leurs engagements de consacrer 0,7% de leur PIB au développement et augmenter progressivement ce pourcentage.

Il faut favoriser les coopérations équitables bi et multilatérales, mutuellement avantageuses, du niveau local à l'international.

Les droits économiques, sociaux et culturels (PESC) doivent être respectés. Des politiques de prix équitables, rémunérant les matières premières, les productions, les biens et les services, doivent préserver les productions locales, sauvegarder la diversité biologique, végétale et culturelle.

La France et les autres pays de l'Union Européenne ne doivent pas s'incliner devant les agences de notation et doivent reconquérir leur souveraineté de politique économique, monétaire et financière dans le cadre d'une coopération internationale et des instances de l'Onu.

La France doit être active sur les grands problèmes posés à la survie de notre planète, lors des grandes conférences onusiennes: Conférence annuelle sur le Climat (COP), Conférence mondiale sur l'eau (mars 2012 à Marseille), Conférence de RIO + 20 en juin 2012.

Le Mouvement de la Paix poursuivra son engagement sur ces questions dans les grands réseaux internationaux (Forum Sociaux et alternatifs) en se basant sur la Culture de la Paix.